

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 9 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

METEX NOOVISTA

plate-forme de Carling/Saint-Avold
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_METEX_2023-05-09_RAPVI_Suivi-echeances-MeD_NDSK_24792
Code AIOT : 0003013146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 28 mars 2023 s'inscrit dans le cadre de l'action 2023 "suivi des échéances". Elle vise à contrôler le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°2021-215 du 21 octobre 2021 et reprend les constats non soldés de la visite précédente.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux
- réseau d'eau incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Autosurveillance des rejets aqueux à l'exception du zinc	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 4.4.9. (partiel) et 10.3.3.1. (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rapport de synthèse de la surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.3. (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fonctionnement de la station d'épuration du site	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.3.4 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réseau d'eau d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 8.4.4 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets aqueux en zinc	AP de Mise en Demeure du 22/10/2021, article 1er (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet
5	Campagne de surveillance et de caractérisation initiale des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.3 (partiel)	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 28 mars 2023 ont notamment mis en évidence :

- que la mise en demeure DCAT/BEPE/N°2021-215 du 22 octobre 2021 est respectée en ce qui concerne les valeurs limites d'émission des rejets aqueux en Zinc (cf. constat 4) ;
- des dépassements très fréquents des valeurs limites d'émission en concentration et en flux journalier sur de nombreux paramètres (cf. constat 3) ;
- l'absence de transmission du rapport de synthèse des campagnes de surveillance initiale des rejets aqueux visant à caractériser les effluents aqueux (cf. constat n°6).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réseau d'eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 8.4.4 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : "[...] Les installations sont couvertes par un réseau incendie maillé et sectionnable. Ce réseau peut être porté à une pression de 12 bars si le sinistre l'exige. [...] L'ensemble des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie est maintenu en bon état. [...]"
Constats : Lors de la visite précédente, l'inspection des installations classées avait constaté des fuites d'eau sur le réseau incendie du site. L'exploitant a effectué les réparations du réseau incendie et a également installé un limiteur de pression sur le réseau. La facture a été présentée à l'inspection des installations classées, le jour de la visite. L'exploitant a effectué une mesure de débit sur le réseau d'extinction, le 28 février 2023. Le rapport indique que le réseau a bien été maintenu à 13 bars pendant 30 minutes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fonctionnement de la station d'épuration du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 4.4.3.4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 22/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : « [...] Les eaux résiduaires, ainsi épurées en interne, sont autorisées, sous réserve du respect des dispositions du présent titre, à être dirigées vers la station de traitement biologique puis vers la station de traitement final exploitées par la société Arkema France, avant rejet au milieu récepteur (masse d'eau « Rosselle 2 »). »
Constats : Les effluents traités sur le site sont envoyés vers la station de traitement biologique puis la station de traitement final d'Arkema France alors qu'ils ne respectent pas systématiquement certaines valeurs limites d'émission fixées par le titre 4 de l'arrêté préfectoral susmentionné, et cela malgré l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2021-215 du 22 octobre 2021 mettant en demeure la société METEX NOOVISTA de respecter dans un délai de 1 mois les dispositions de l'article 4.4.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-295 du 10 décembre 2018

<p>susmentionné.</p> <p>Les dépassements relevés en sortie du site Metex Noovista ne semblent pas impacter les stations de traitement d'Arkema ni le respect des valeurs limites d'émission au niveau du point de rejet dans le milieu naturel selon les éléments présentés par l'exploitant.</p> <p>Cependant, au vu des éléments présentés à savoir les échanges entre Metex Noovista et Arkema sur les capacités de traitement de la station de traitement biologique, l'inspection des installations classées propose au préfet de ne pas prendre, à ce stade, de suite administrative.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux à l'exception du zinc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 4.4.9. (partiel) et 10.3.3.1. (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.4.9. (partiel) :</u></p> <p>"Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>Tableau non reproduit</p> <p>Le débit maximal journalier est de 720 m³/j. La moyenne mensuelle des débits journaliers est inférieure à 580 m³/j. Le débit maximal instantané est de 30 m³/h.</p> <p>Quel que soit le débit les valeurs limites définies dans le tableau ci-dessus doivent être respectées. (...)"</p> <p><u>Article 10.3.3.1. (partiel) :</u></p> <p>"(...) Les contrôles, dont la fréquence minimale dans le cadre de l'autosurveillance est précisée dans le tableau ci-dessous, sont réalisés sur les effluents en sortie de la station de traitement des effluents du site, avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE.</p> <p>Les analyses sont effectuées sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Le prélèvement de l'échantillon est proportionnel au débit de l'effluent.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures pour les concentrations peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Tableau non reproduit (...)"</p> <p>Constats : Les résultats de surveillance des rejets aqueux du 1^{er} janvier au 31 mars 2023 déclarés sur l'application GIDAF mettent en évidence de nombreux dépassements des valeurs limites d'émission en concentration et en flux journalier comme détaillé ci-dessous.</p> <p><u>Pour le Phosphore :</u></p>

- plus de 10 % de la série des résultats des mesures d'auto-surveillance permanente (au moins journalière) dépasse la VLE en concentration en janvier 2023, février 2023 et mars 2023 ;
- les 12 dépassements observés en janvier 2023, 7 dépassements observés en février 2023 et 8 dépassements observés en mars 2023 sont inférieurs au double de la VLE en concentration. Les résultats sont conformes aux VLE en concentration depuis le 8 mars 2023. Un problème d'approvisionnement en chlorure ferrique est à l'origine des dépassements selon l'exploitant. Il n'est donc pas proposé de suite.

Pour la DCO :

- plus de 10 % de la série des résultats des mesures d'auto-surveillance permanente (au moins journalière) dépasse la VLE en concentration en janvier 2023, février 2023 et mars 2023 ;
- 2 des 16 dépassements observés en janvier 2023 sont supérieurs au double de la VLE en concentration ;
- les 8 dépassements observés en février 2023 sont inférieurs au double de la VLE en concentration ;
- 1 des 10 dépassements observés en mars 2023 est supérieur au double de la VLE en concentration et dépasse la VLE en flux. Les 4 dernières mesures de mars sont non conformes sur les VLE en concentration. L'inspection des installations classées propose d'engager des suites pour un retour en conformité.

Pour l'Azote global :

3 dépassements observés sur les 3 derniers jours du mois de mars 2023 dont 1 des 3 est supérieur au double de la VLE en concentration. L'inspection des installations classées propose d'engager des suites pour un retour en conformité.

Pour les Nitrites :

un dépassement de la VLE en concentration sur l'analyse hebdomadaire du 23 mars 2023 (6,78 mg/l pour une VLE à 6,6 mg/l). La VLE est conforme sur l'analyse du 30 mars 2023. Il n'est pas proposé de suite.

Pour le Nickel :

un dépassement de la VLE en concentration sur l'analyse mensuelle du 1^{er} mars 2023 (53 µg/l pour une VLE à 48 µg/l). Il n'est pas proposé de suite du fait que le résultat est inférieur au double de la valeur limite prescrite.

Les résultats de surveillance des rejets aqueux du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 pour les autres paramètres n'appellent pas de remarque.

Observations : L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 1 mois certaines dispositions de l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Autosurveillance des rejets aqueux en zinc

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/10/2021, article 1 ^{er} (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : "La société Metex Noovista, dont le siège social est situé Biopôle Clermont-Limagne 1 rue Émile Duclaux, 63360 Saint-Beauzire, est mise en demeure de respecter dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé au sein de la plateforme chimique

<p>de Carling/ Saint-Avoid :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions de l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné susvisé reprises ci-après : « Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes : [...] <p>Zinc et ses composés (code SANDRE 1383) concentration maximale (mg/L) : 0,032 flux maximal journalier (kg/j) : 0,023 moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j) : 0,019 [...]"</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2021-215 du 22 octobre 2021 a mis en demeure la société Metex Noovista de respecter dans un délai de 1 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la concentration maximale en zinc de 0,032 mg/L ; - le flux maximal journalier en zinc de 0,023 kg/j ; - la moyenne mensuelle des flux journaliers en zinc de 0,019 kg/j. <p>Les résultats de surveillance des rejets aqueux du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 mettent en évidence le respect de la VLE en concentration, en flux journalier et en moyenne mensuelle des flux journaliers.</p> <p>La mise en demeure est respectée sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Campagne de surveillance et de caractérisation initiale des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant met en oeuvre sous un délai de 12 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement, en aval de la station de traitement des effluents du site et avant envoi vers la station de traitement biologique exploitée par la société ARKEMA FRANCE dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 mesure mensuelle sur 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation sur 3 mois consécutifs ; - portant a minima sur l'ensemble des substances suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • substances représentatives de l'état chimique et de l'état écologique (paramètres physico-chimiques et polluants spécifiques de l'état écologique synthétiques et non synthétiques), figurant dans les tableaux 38, 43, 44 et 87 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ; • substances qui font l'objet d'une auto-surveillance réglementée en sortie de la station de traitement final exploitée par la société ARKEMA France (paramètres définis à l'article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié) ; • substances spécifiques aux produits de traitement des circuits de refroidissement fixés dans les articles 38 et annexe IV de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé et identifiées dans la fiche de stratégie de traitement ; • bactérie revivifiable utilisée pour la production. (...)."
<p>Constats : La campagne de surveillance et de caractérisation initiale des rejets aqueux a été réalisée sur les mois d'octobre, novembre et décembre 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 6 avril 2023, les 3 rapports d'analyses. La surveillance porte sur l'ensemble des substances identifiées à l'article 10.3.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>L'instruction de ces résultats de surveillance sera effectuée à la réception du rapport de synthèse</p>

demandé au constat suivant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rapport de synthèse de la surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.3.3. (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : "(...) L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai maximal de 18 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un rapport de synthèse de la surveillance devant comprendre : - un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique, comprenant pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 3 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 3 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ; - l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent article ; - dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ; - des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ; - des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander une révision de l'Article 10.3.3. du présent arrêté."
Constats : Le rapport de synthèse des résultats de la surveillance demandé par l'inspection des installations classées suite à la visite du 22 septembre 2022 sous 3 mois, n'a pas été transmis par l'exploitant.
Observations : L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 1 mois certaines dispositions de l'article 10.3.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois